

## Communiqué de presse - INDECOSA-CGT

Montreuil, le 28 mai 2020.

### **Ségur de la santé : L'INDECOSA-CGT prône des véritables États généraux de la Santé pour mettre en place une réforme démocratique et pérenne.**

La pandémie que nous vivons est une épreuve pour notre pays mais c'est aussi une période riche d'enseignements. En effet, comment ne pas faire le parallèle avec les mois précédents de luttes permanentes des personnels soignants pour dénoncer le manque de moyens de l'hôpital public et du manque d'écoute criant du gouvernement.

Cette surdité des pouvoirs publics ne date pas d'hier, puisque c'est la conséquence des politiques menées depuis près de vingt ans ?

À chaque changement de majorité, on nous a vendu un plan de sauvegarde qui très souvent a porté le nom du ministre en charge du portefeuille de la santé.

En réalité les plans partaient tout d'une même logique celle des économies sur le dos des malades et des personnels.

C'était ainsi une suite ininterrompue de restructurations à marche forcée avec à la clé des fermetures de lits, un manque criant de moyens humains et matériels, une montée en puissance des déserts médicaux.

Le chef de l'État a répondu à demi-mot qu'il s'était trompé et que désormais il avait compris. Alors que s'ouvre le Ségur de la santé consacré en partie à la revalorisation des salaires des personnels soignants, il faut espérer que cela ne se transforme pas en conte pour enfants digne de la comtesse de Ségur.

L'association INDECOSA-CGT qui est agréée dans le domaine de la santé souhaite une véritable concertation avec l'ensemble des parties prenantes. À ce propos elle demande à être consultée dans le cadre du Ségur de la santé pour porter les exigences des usagers et surtout apporter un éclairage sur les ressentis d'un bon nombre de patients et de leur famille. Ne donnons pas l'impression de mettre de côté les dysfonctionnements mis en lumière par la pandémie.

En effet si bons nombres d'hôpitaux manquent de moyens on ne peut se satisfaire de leur gestion erratique et d'un manque de cohérence entre les établissements eux-mêmes au plus fort de la pandémie. Les GHT qui comprennent des cliniques privées, des établissements publics et des EHPAD ont donné l'impression d'un manque criant de concertation et de complémentarité.

En matière de dialogue les directions des hôpitaux et les ARS ont montré les limites de l'exercice. Le covid-19 a fait des dégâts et cela bien au-delà de la question de la pandémie elle-même.

Les questions éthiques ont été fortement malmenées et il nous faudra en tirer toutes les leçons. Nous avons constaté des cas où la personne de confiance n'était pas consultée, que des soignants se sont retrouvés fortement « ébranlés » devant des choix Cornéliens pour soigner des patients plutôt que d'autres...

Enfin comment ne pas être scandalisé de voir ces hommes et ces femmes obligés d'utiliser des sacs poubelles pour pallier aux manques de surblouses et ces médecins réanimateurs pendus aux téléphones pour avoir l'assurance qu'ils ne seraient pas en rupture de stocks de médicaments.

Dès la constitution de la feuille de route de ce « Ségur » nous savons bien qu'il ne résoudra pas toutes les questions.

Si bon nombre d'acteurs ont parlé de la nécessité d'un « New deal » de la santé, **l'INDECOSA-CGT quant à elle revendique de véritables États généraux de la santé, ouverts et démocratiques qui permettraient d'avancer dans la réponse de notre système de santé aux besoins des usagers partout sur le territoire.**

***Pour INDECOSA-CGT***

*Martine SELLIER, présidente, 06 83 30 47 98*

*Arnaud FAUCON, responsable santé, 06 08 10 62 42*